

La pénurie de grands chantiers menace un emploi sur cinq

Les entreprises de grands travaux publics (CFE, Besix, Cobelba, Bam, Thomas et Piron...) risquent d'accélérer les licenciements. D'ici quatre ans, à politique inchangée, le secteur devrait perdre 10.000 emplois sur les 50.000 qu'il compte actuellement, ce qui représente un emploi sur cinq à la trappe. C'est ce qui ressort du baromètre 2015 diffusé hier par l'association des entrepreneurs belges de grands travaux (Adeb).

Les entrepreneurs pointent du doigt un recul des appels d'offres pour des grands travaux d'infrastructure (-30%) et le «manque de volonté politique» des autorités publiques.

Cette baisse importante de pro-

jets de grands travaux risque de saigner à blanc, en premier lieu, les sociétés de travaux publics de taille moyenne.

Pas moins de sept entrepreneurs sur dix s'inquiètent pour l'avenir de leur entreprise. La moitié d'entre eux se disent même «très inquiets». Une entreprise sur trois prévoit de licencier du personnel dans les douze prochains mois.

Pour éviter la catastrophe, l'Adeb propose aux autorités publiques de recourir aux partenariats public-privé, une formule dans laquelle l'entreprise investit dans les travaux, l'État s'engageant à un paiement futur.

LIRE EN PAGE 6

La pénurie de grands chantiers menace 10.000 emplois

Un emploi sur cinq est menacé dans les entreprises de grands travaux publics. Les patrons du secteur réclament la mise en œuvre de PPP (partenariats public-privé) pour doper les investissements.

VINCENT GEORIS

«Les chiffres ne sont pas bons du tout», lâche Didier Cartage, la mine allongée. Le directeur général de l'association des entrepreneurs belges de grands travaux (Adeb) ne digère pas le baromètre 2015 de son secteur, qui comporte une soixantaine de grandes entreprises (CFE, Besix, Cobelba, Bam, Thomas et Piron...) pesant ensemble un chiffre d'affaires de 9 milliards d'euros.

Principale conclusion: les autorités publiques investissent de moins en moins dans les grands travaux. Et cela commence à faire mal. Les sociétés de taille moyenne, plus que les grands noms, en sont les premières victimes.

Dans les douze mois qui viennent, une entreprise sur trois compte licencier, lit-on dans le

baromètre de l'Adeb. Sept patrons sur dix sont inquiets quant à l'avenir de leur entreprise.

En cause? «Un manque de volonté politique», accuse Didier Cartage. «Les investissements publics dans les grands travaux ont reculé à 1,6% du PIB. C'est le niveau le plus bas d'Europe. En trois ans, le volume de soumissions publiques a chuté de 30%»

SNCB et Infrabel à l'arrêt

Les travaux de voirie sont le parent pauvre du secteur. «La SNCB et Infrabel ont arrêté totalement leurs soumissions», déplore Marc Peeters, le président de l'Adeb. Or, ces deux entreprises sont de grands pourvoyeurs d'appels d'offres. M. Peeters évoque aussi «l'échec de l'appel d'offres pour la construction du tram de Liège».

L'Adeb pointe également du doigt la concurrence sur les prix, de

«En trois ans, le volume de soumissions publiques a chuté de 30%»

DIDIER CARTAGE

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADEB

plus en plus forte. «Les contrats publics sont en principe attribués à l'offre la plus avantageuse, mais en réalité, c'est le prix le plus bas qui l'emporte», précise Didier Cartage.

Ici intervient l'embauche par les sous-traitants de travailleurs étrangers détachés, dont les charges sociales sont payées dans le pays d'origine. «Un travailleur étranger détaché coûte en moyenne 10 euros par heure en moins qu'un travailleur belge», explique Didier Cartage, qui appelle l'État à organiser «plus de contrôles sur les chantiers».

L'Adeb craint une perte de savoir-faire dans les entreprises. Elle constate «un manque de plus en plus important de main-d'œuvre qualifiée».

Dix mille emplois à la trappe

Au vu des appels d'offres en cours, les années à venir ne se présentent guère mieux. Selon les calculs de l'Adeb, si l'État ne relance pas les investissements dans les grands travaux, 10.000 des 50.000 emplois disparaîtront dans le secteur d'ici quatre ans.

«On peut s'attendre à une diminution supplémentaire d'un milliard d'euros d'investissements dans les travaux d'infrastructure entre 2014 et 2019», affirme M. Peeters. La perte économique pour le pays sera plus importante, vu l'effet multiplicateur des investissements dans la

construction. «100 millions d'euros investis dans les grands travaux, génèrent 300 millions d'euros pour l'économie», précise Marc Peeters.

La solution, pour les patrons des entreprises de grands travaux, réside dans «une vision politique à long terme en matière de travaux

publics». Près de six patrons sur dix la réclament. Cette relance des grands chantiers, près de la moitié des entrepreneurs estime qu'elle doit se faire par des partenariats public-privé (PPP), plutôt qu'en puisant dans les caisses de l'État.

Le PPP, dans laquelle l'entreprise

prend en charge les risques d'investissement, est, aux yeux de l'Adeb une solution d'ordre financier mais aussi technique. «Aujourd'hui, le secteur privé maîtrise mieux que les pouvoirs publics la capacité de réaliser des infrastructures», conclut Didier Cartage.



L'État lance de moins en moins de grands travaux (ici, le tunnel Schuman-Josaphat). © S. VANDERSTICHELE